

internationale l'étude du projet de pipe-line transalaskien?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, que je sache, on n'y songe pas pour l'instant. La Commission mixte internationale relève, bien entendu, du secrétaire d'État aux Affaires extérieures; je ne saurais dire quelles décisions on prendra à la suite des réunions de Washington. Mais à l'heure actuelle, on n'y songe pas, autant que je sache.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, quand le ministre emploie le mot «surveillance», est-ce qu'il craint d'être surveillé lui aussi au moyen de dispositifs électroniques?

M. l'Orateur: La présidence permettra la dernière question supplémentaire à ce sujet du député de Hillsborough, pour ensuite donner la parole au député de Saint-Denis.

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire au premier ministre suppléant. Comme le ministre des Travaux publics a déclaré que le Canada serait mal venu de critiquer la route de l'Ouest des pétroliers, le premier ministre suppléant pourrait-il me dire lequel des nombreux points de vue ministériels différents le secrétaire d'État aux Affaires extérieures fera valoir aux Américains dans ses entretiens du 3 mai?

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je suis sûr que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures présentera les vues du gouvernement.

Une voix: Quelles sont-elles?

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ANNIVERSAIRE DES MASSACRES EN ARMÉNIE—LA QUESTION D'UNE DÉLÉGATION MINISTÉRIELLE

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

[Français]

Demain, le 24 avril, la Communauté arménienne du Canada commémorera, par une grande marche pacifique sur la colline parlementaire, le massacre de plus d'un million et demi d'Arméniens. Le premier ministre suppléant pourrait-il dire si un représentant du secrétariat d'État aux Affaires extérieures recevra la délégation?

[Traduction]

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de m'avoir prévenu de cette question. Pour autant que je sache, il n'est pas prévu qu'un membre du gouvernement rencontre la délégation qui viendra demain au Parlement, mais nous n'oublions pas pour autant les événements tragiques qui seront ainsi évoqués.

[M. Fairweather.]

L'AGRICULTURE

LE COMMERCE INTERPROVINCIAL—L'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LA CONTESTATION DEVANT LA COUR SUPRÊME DE LA VALIDITÉ DES RÈGLEMENTS PROVINCIAUX

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Agriculture à propos de la sévérité croissante des restrictions imposées à l'agriculture d'une province à l'autre, alors que le gouvernement pense les supprimer grâce au bill C-176. Le ministre pourrait-il dire si le gouvernement a l'intention de faire comparaître des avocats-conseils lors du procès qui va s'ouvrir devant la Cour suprême du Canada, afin de contester la validité des règlements provinciaux qui ont donné naissance à cette très grave situation?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'étudierai cette très intéressante proposition et m'en entretiendrai avec le ministre de la Justice.

M. Baldwin: En l'étudiant, le ministre tiendra-t-il compte du fait que cette cause est censée être présentée sous peu à la Cour suprême du Canada, et, si le gouvernement doit intervenir, il devrait se décider sur-le-champ et donner à son conseiller juridique les directives appropriées.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE RENVOI DU STATUT DE POINT ROBERTS À LA COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE—LE PROJET CANADIEN D'AMÉNAGEMENT D'UN PARC

M. Barry Mather (Surrey-White Rock): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre suppléant? Le ministre des Pêches et des Forêts ayant annoncé hier le renvoi du statut de Point Roberts à la Commission mixte internationale, puis-je demander si, à cet égard, le Canada a l'intention de proposer la création d'un parc international à Point Roberts? Cette question soulève beaucoup d'intérêt en Colombie-Britannique.

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, pour autant que je sache, le gouvernement n'a pas décidé de faire cette proposition, mais je serai heureux de présenter les instances du député au ministre qui pourra, s'il y a lieu, lui donner de plus amples renseignements.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES RÉSERVES FORMULÉES PAR LE QUÉBEC AU SUJET DU BILL—LES OBJECTIONS ÉVENTUELLES DES PROVINCES ET L'ÉTUDE PAR LE COMITÉ

M. Lincoln Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je me proposais de poser une question au ministre du Travail. Comme il est absent, je me permettrai de la poser à son secrétaire parlementaire. Étant donné que nous nous pencherons bientôt sur les amendements à la loi sur l'assurance-chômage, il importe que le comité soit